

**DEPARTEMENT**

Dordogne

**ARRONDISSEMENT**

Sarlat

**CANTON**

Domme

**NOMBRE***De conseillers**En exercice :15**De présents :15**De votants :15***COMMUNE DE DOMME****PROCES-VERBAL  
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mil quatorze, le 23 juillet à 20 heures 30, le Conseil Municipal de la commune de Domme étant réuni au lieu ordinaire de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de Monsieur Jean-Claude Cassagnole, Maire.

**Etaient présents :** Mesdames et Messieurs GOUNARD – LAGRANGE - LAHALLE – TROUBADY – DUFOUR - TAILLASSON-MAZELAYGUE - ARMAGNAC – CAMINADE – GERMAIN – JOURDAN - LAMBERT – OZANNE – PASQUET – COUSIN – CASSAGNOLE.

**Le Secrétariat de séance était assuré par :** Mme TROUBADY.

**La convocation du Conseil Municipal avait été faite le :** 15/07/2014.

Le Maire certifie que le présent procès-verbal des délibérations a fait l'objet d'un affichage à la porte de la mairie le : 26/08/2014.

Le présent procès-verbal est approuvé le : 25/08/2014.

**Aliénation de parcelles à  
usage de voirie au Paillé :  
présentation des conclusions  
du Commissaire Enquêteur et  
décision du Conseil Municipal**

Préalablement à toute démarche visant à aliéner au profit de M. Stéphane Dollé des parcelles à usage de voirie et afin de s'assurer de l'utilité publique de ces parcelles pour les résidents de proximité qui les empruntent, le Maire rappelle que par délibération du 09 décembre 2013, le Conseil Municipal a accepté de soumettre à enquête publique un projet d'aliénation et d'aménagement de voirie au Paillé. Il rappelle que M. Stéphane Dollé exploite le Village de Vacances du Paillé dont il est propriétaire et que celui-ci est notamment propriétaire des parcelles cadastrées sous les numéros D-3055 et D-3054.

Deux parcelles cadastrées sous les numéros D-3053 et D-2436, appartenant à la commune de Domme, sont utilisées comme voie de communication entre la voie communale n° 2 de « La Vergnolle » et la VC n° 312. Ces deux parcelles partagent le village de vacances du Paillé en deux entités.

M. Dollé a souhaité mettre son établissement en conformité en proposant le regroupement de ces parcelles pour pouvoir clore le site et dégager la commune de toutes responsabilités liées à la circulation. Ce projet nécessite l'achat par M. Dollé à la commune d'une partie des parcelles n° D-3053 et D-2436.

D'autre part, dans le projet soumis à enquête publique, la commune achèterait une partie de la parcelle D-3055 en limite de la VC n° 312 pour élargir cette voie (les travaux de talutage, d'enrochement nécessaires seraient réalisés aux frais de M. Dollé sous le contrôle de la commune de Domme).

Il est précisé qu'une partie de la parcelle D-3053, desservant les parcelles D-3051 et D-3052, resterait dans le domaine public.

L'enquête publique s'est déroulée du 07 avril au 07 mai 2014 et le Maire présente le rapport établi par M. Alain Béron, Commissaire-Enquêteur. Considérant que par délibération du 18 février 2010, le Conseil Municipal a accepté la vente à M. Dollé du foncier supportant le Village de Vacances du Paillé en indiquant clairement que le chemin traversant les parcelles vendues resterait sa propriété et qu'elle n'avait pas l'intention de réviser le zonage du PLU des parcelles vendues, ces dispositions étant connues et acceptées par M. Dollé ;

Considérant que l'utilisation des parcelles D-3053 et D-2436 à des fins de circulation ont créées au fil du temps un droit coutumier dont bénéficie des habitants de Domme qui, au cours de l'enquête publique, ont manifesté leur opposition à cette vente, la suppression définitive du chemin par son intégration dans le secteur de plein air, et surtout sa clôture, entraînant le changement des habitudes et coutumes du secteur ;

Considérant que la mise en conformité demandée à M. Dollé de son établissement ne doit se faire au détriment des usagers bénéficiant depuis longtemps du droit d'emprunter ce chemin ;

Considérant que si le projet d'aliénation sollicité par M. Dollé était accepté, l'intérêt général serait desservi, la vente des parcelles ne faisant pas, pour la commune, l'objet d'une compensation, plus particulièrement pour les usagers empruntant cette voie depuis de nombreuses années ;

Considérant l'avis défavorable du Commissaire-Enquêteur et sa recommandation finale de résoudre de manière positive cette situation par la création d'un chemin qui relierait les 2 voies principales en dehors du domaine par l'utilisation d'une partie des 3 parcelles dont M. Dollé s'est rendu récemment propriétaire ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par 14 voix pour et une abstention :

- approuve les conclusions du rapport du Commissaire-Enquêteur ;
- rejette le projet d'aliénation et d'aménagement de voirie au Paillé sollicité par M. Stéphane Dollé et soumis à enquête publique ;
- autorise le Maire à revenir vers M. Dollé pour la mise en œuvre de la recommandation finale du commissaire-enquêteur consistant à créer un nouveau chemin par l'utilisation d'une partie des 3 parcelles dont M. Dollé s'est récemment rendu propriétaire ;
- autorise le Maire à demander à M. Dollé le remboursement des frais d'enquête publique.

**Instauration d'un droit de  
Préemption sur les cessions  
De fonds artisanaux, fonds  
Et baux commerciaux**

Vu les articles L 214-1, L 214-2 et L 214-3 du code de l'urbanisme définissant les modalités d'application d'un droit de préemption des communes sur les fonds artisanaux, fonds de commerces et baux commerciaux,

Vu l'arrêté ministériel du 29 février 2008 relatif à la déclaration préalable à la cession de fonds artisanaux, de fonds de commerce ou de baux commerciaux et modifiant le code de l'urbanisme,

Considérant qu'il est indispensable de sauvegarder le commerce de proximité et de préserver la diversité de l'activité commerciale, et les intérêts de la commune,

Monsieur le maire précise que le décret n° 2007-1827 du 26 décembre 2007, codifié aux articles R 214-1 et suivants du code de l'urbanisme, est relatif au droit de préemption des communes sur les fonds de commerce, les fonds artisanaux et les baux commerciaux.

Concernant la délimitation du périmètre, les dispositions en vigueur précisent que, lorsqu'une commune envisage d'instituer le droit de préemption sur les fonds artisanaux, les fonds de commerce et les baux commerciaux, le maire soumet pour avis le projet de délibération du conseil municipal à la chambre de commerce et d'industrie territoriale et à la chambre des métiers et de l'artisanat dans le ressort desquelles se trouve la commune.

Le projet de délibération, une fois adopté, est alors accompagné :

- du projet de plan délimitant le périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité ;
- d'un rapport analysant la situation du commerce et de l'artisanat de proximité à l'intérieur de ce périmètre et les menaces pesant sur la diversité commerciale et artisanale.

En l'absence d'observations de la chambre de commerce et d'industrie territoriale et de la chambre des métiers et de l'artisanat dans les deux mois de leur saisine, l'avis de l'organisme consulaire est réputé favorable.

La délibération du conseil municipal fait l'objet de mesures de publicité et d'information.

Concernant l'exercice du droit de préemption : il est prévu qu'il peut s'exercer sur les fonds artisanaux, les fonds de commerce ou les baux commerciaux lorsqu'ils sont aliénés à titre onéreux, à l'exception de ceux qui sont compris dans la cession d'une ou plusieurs activités prévue à l'article L 626-1 du code de commerce ou dans le plan de cession arrêté en application de l'article L 631-22 ou des articles L 642-1 à L 642-17 du code de commerce.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité :

Décide de délimiter un périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité à l'intérieur duquel sont soumises au droit de préemption les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerce ou de baux commerciaux. Le périmètre concerne la bastide intra muros.

Chaque cession sera subordonnée, à peine de nullité, à une déclaration préalable faite par le cédant à la commune. Cette déclaration précisera le prix et les conditions de cession.

Le droit de préemption sera exercé selon les modalités prévues par les articles L 213-4 à L 213-7. Le silence de la commune pendant deux mois à compter de la réception de la déclaration vaudra renonciation à l'exercice du droit de préemption. Le cédant pourra alors réaliser la vente aux prix et conditions figurant dans sa déclaration.

**Achat d'une remorque  
freinée**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité décide d'acheter une remorque freinée (dimension plateau 2,50 x 1,28) pour le service technique communal à Point Vert (Ets Bouyssou à Cénac) pour un montant HT de 1.101,66 € (option roue de secours + support compris) et autorise le maire à signer le devis correspondant.

**Versement d'une  
Participation à l'Office  
De Tourisme**

Le Maire rappelle que la Communauté de Communes de Domme-Villefranche exerce la compétence « Développement des activités agricoles et touristiques ». Toutefois, cette collectivité n'entend pas assurer la gestion des offices de Tourisme présents sur son territoire.

Au cours des diverses réunions du Conseil Communautaire de cette Communauté de Communes, a été retenu le principe du versement par les communes d'une participation financière à l'Office de Tourisme dont elles dépendent.

Le Maire rappelle que les Offices de Tourisimes sont des centres d'information dont la mission principale est l'accueil, l'information et la promotion du tourisme sur un territoire concerné à destination du public. Leur action, directement ou indirectement, se déploie sur l'ensemble des communes et intéressent les administrés, notamment les loueurs et les campings. Il semble, de ce fait, naturel qu'en retour les communes acceptent de soutenir financièrement les offices de tourisme.

Concernant l'Office de Tourisme de Domme, si celui-ci doit continuer, comme par le passé, à gérer les sites de la bastide, il a été néanmoins convenu, dans un souci d'harmonisation générale, que les communes situées dans son périmètre d'intervention et qui bénéficiaient auparavant de son action promotionnelle, verseraient une participation financière annuelle. Ces communes sont : Cénac et St Julien, St Martial de Nabirat, St Aubin de Nabirat, Nabirat, Grolejac et Domme. Le montant de cette participation a été fixé à 7 € par habitant.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité d'allouer annuellement à l'Office de Tourisme de Domme, une participation financière fixée à 7 € par habitant.

**Subvention à l'ACAD  
Au titre de l'année 2014**

Le Maire présente un dossier établi par l'Association des Commerçants et Artisans de Domme (ACAD) en vue de l'attribution d'une subvention au titre de l'année 2014.

Il rappelle en outre que les associations, pour prétendre à une subvention, doivent avoir remis à la mairie leur demande avant le 15 février de chaque année et qu'en 2013 et 2014, l'ACAD a remis sa demande après cette date.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- décide d'accorder à l'ACAD une subvention de 5.100 € au titre de l'année 2014 ;
- demande à l'ACAD de respecter les délais imposés par la commune de Domme pour la remise des dossiers de demandes de subventions et indique qu'il ne lui accordera plus de dérogation.

**Opération de restauration et  
De sécurisation du château  
du Roy : consultation  
D'architectes du patrimoine**

Le Maire rappelle les délibérations du 10 février et du 12 mars 2014 par lesquelles le Conseil Municipal a approuvé des devis de la SARL Montet Maçonnerie concernant des travaux de sécurisation et d'aménagement du Château du Roy et le plan de financement correspondant à ces travaux.

Il indique que cette opération, d'un montant de 31.133,52 € a fait l'objet d'une demande de subvention auprès de la DRAC Aquitaine. Cette opération comprenait :

- la reconstruction d'un angle de mur au dessus de la 2<sup>ème</sup> porte du château : 6.017,18 € HT ;
- la reconstruction d'un mur à coté de la Porte Poissonnière, au dessus de la « Grotte Augiéras » : 21.954,09 € HT ;
- l'étayage d'un mur à droite du 2<sup>ème</sup> portail : 3.162,25 € HT.

Par courrier du 27 juin 2014, M. le Conservateur Régional des Monuments Historique indique qu'en accord avec M. l'Architecte des Bâtiments de France, les travaux relatifs à l'étalement du mur à droite du 2<sup>ème</sup> portail, pourra faire l'objet d'une subvention de l'Etat sur l'exercice 2014 à hauteur de 40 % du montant HT des travaux. En revanche, les travaux de reconstruction d'un angle de mur au dessus de la 2<sup>ème</sup> porte du château et d'un mur à coté de la Porte Poissonnière, au dessus de la « Grotte Augiéras », nécessitent un suivi par un architecte du patrimoine, afin que le dossier soit complété, précisément localisé, et qu'un calepinage puisse être réalisé. Il précise que les honoraires de l'architecte seront pris en compte dans le calcul du montant subventionnable. Il précise enfin qu'une autorisation de travaux sur immeuble classé doit être déposée auprès du service territorial de l'architecture et du patrimoine de la Dordogne.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité autorise le Maire ou son représentant :

- A engager une consultation d'architectes du patrimoine en vue de préparer le dossier d'autorisation de travaux et assurer leur suivi ;
- A signer et déposer une autorisation de travaux sur immeuble classé auprès du service territorial de l'architecture et du patrimoine de la Dordogne.

**Participation aux  
Transports scolaires de  
Belvès**

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide de verser au Syndicat Intercommunal des Transports Scolaires de Belvès la participation des communes non adhérentes fixée à 158 € par élève transporté et ce pour le transport scolaire de l'élève Quentin Sioassac pour la durée de l'année scolaire 2014/2015.

**Demande de participation  
Au financement d'un séjour  
En colonies de vacances**

Le Maire communique au Conseil Municipal une demande d'une famille de Domme de participation de la commune de Domme au financement d'un séjour en colonie de vacances de leur enfant. Considérant que la commune de Domme n'est pas en mesure d'honorer toutes les demandes de ce genre et qu'il appartient principalement aux familles de prendre en charge les frais relatifs aux séjours de vacances de leurs enfants, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité de rejeter la demande de cette famille.

**Demande de financement  
d'un séjour pédagogique**

Le Maire communique au Conseil Municipal une demande du Collège St Joseph de participation de la commune de Domme au financement d'un séjour pédagogique à Miramont de Guyenne auquel ont participé 3 élèves de Domme, du 07 au 11 avril 2014. Considérant que le séjour pédagogique concerné a déjà eu lieu et que la demande de financement est arrivée en mairie le 30 juin 2014, que le Conseil Municipal a décidé précédemment de ne plus financer de séjours pédagogiques lorsque les demandes seront postérieures aux séjours à financer, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité de rejeter la demande du Collège St Joseph.

**Révision du loyer du  
Logement rue Taillefer**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité décide de fixer, au 1<sup>er</sup> juillet 2014, à 522,18 € le loyer mensuel dû par le locataire du logement de la rue Taillefer, loyer calculé sur la base de l'indice de référence des loyers du 1<sup>er</sup> trimestre de 2014 d'une valeur de 125.

**Occupation gracieuse  
D'un logement**

M. Sylvain Dabet, locataire du logement rue Taillefer, a fait savoir qu'il quittera ce logement au 09 août 2014.

Il indique qu'il souhaite laisser dans ce logement les équipements suivants : un plan de travail, une plaque chauffante, des étagères de cuisine et de salle de bain.

En contrepartie, il sollicite une occupation gracieuse du logement du 1<sup>er</sup> au 08 août 2014 inclus.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, accepte à l'unanimité la requête de M. Sylvain Dabet telle qu'exposée ci-dessus.

**Décisions modificatives  
Du budget 2014 de la  
Commune de Domme**

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, adopte les décisions modificatives du budget 2014 de la commune de Domme figurant ci-dessous.

1) Virement de crédits

Objet des dépenses	Chapitre et article	Diminution sur crédits déjà alloués :	Augmentation des crédits
Aménagement bourg : espaces publics	90058-2315		7.500,00 €
Autre matériel et outillage	10031-21578		500,00 €
Porte des Tours	80052-2313	8.000,00 €	
Autres subventions exceptionnelles	6748	7.000,00 €	
Virement de la section de fonctionnement	023		7.000,00 €
<b>TOTAL</b>		<b>15.000,00 €</b>	<b>15.000,00 €</b>

2) Augmentation de crédits

Intitulé	Chapitre et article	Crédits supplémentaires à voter en recette	Crédits supplémentaires à voter en dépense
Château du Roy	90056-1323	3.000,00 €	
Aménagement bourg : espaces publics	90058-2315		3.000 €
Virement de la section de fonctionnement	021	7.000,00 €	
Autres établissements publics locaux	204171		7.000,00 €
<b>TOTAL</b>		<b>10.000,00 €</b>	<b>10.000,00 €</b>

<b>Don de l'ASBDR à la commune de Domme</b>	Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, accepte à l'unanimité l'encaissement d'un chèque d'un montant de 2.280,00 € correspondant au remboursement du montant HT de la facture de la SARL Lafon concernant des travaux d'abattage d'arbres sur la parcelle D-261.
<b>Achat d'un taille-haie</b>	Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par 14 voix pour et une abstention, décide d'acheter un taille-haie de marque ECHO à Cénac Motoculture, pour un montant HT de 382,50 € et autorise le Maire à signer le devis.
<b>Vente de la commune de Domme à MM Zviak, Véril, Desplat</b>	Le Maire rappelle que par délibération du 09 décembre 2013, suite à l'enquête publique qui avait été engagée et aux conclusions du commissaire-enquêteur, le Conseil municipal avait accepté l'aliénation de parties de chemin rural enserrées par les propriétés sises à Turnac M. Jean Luc Véril, M. Michel Desplat et Mme Zviak, au profit de ces derniers pour les parties de chemin concernant chacun d'entre eux. Ne pouvant être disponible pour la signature de l'acte notarié, le 1 <sup>er</sup> août 2014, le Maire propose que la commune soit représentée par Mme Jocelyne Lagrange, Maire-Adjoint. Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, accepte à l'unanimité la proposition du Maire visée ci-dessus.
<b>Communications</b>	<p><u>- Aménagement de la Grand'Rue et de la rue du Lavoir</u></p> <p>La Commission d'Appel d'Offres s'est réunie pour l'ouverture des plis et l'analyse des propositions des candidats au marché de maîtrise d'œuvre. 17 candidatures ont été reçues. Les analyses se poursuivent.</p> <p><u>- Charte des Commerces</u></p> <p>Celle-ci va de nouveau être adressée aux commerçants de Domme en leur demandant de s'y conformer. Une réflexion sera menée à l'automne pour améliorer cette charte. La Commission d'Urbanisme et la Commission chargée des relations avec les commerçants seront chargées de ce travail.</p> <p><u>- Marché de détail</u></p> <p>Mlle Constance Pereira, étudiante, est actuellement en stage à la Mairie de Domme, stage pendant lequel elle a élaboré un plan ainsi qu'un nouveau règlement du marché. Ce document sera communiqué aux élus.</p> <p><u>- Accès à la bibliothèque de Domme</u></p> <p>Le problème de l'accès des personnes handicapées à la bibliothèque sera traité dans le cadre d'une réflexion plus globale qui concernera le réaménagement des bâtiments publics, réflexion qui va porter sur la fonctionnalité de ces bâtiments, leur mise aux normes et notamment leur accès aux personnes handicapées. Le problème du Distributeur Automatique de Billets est également évoqué, sachant que son réaménagement est nécessaire pour des questions de sécurité et de mise aux normes de l'appareil.</p>

- Association « MOLERIAE »

L'assemblée générale de l'association s'est déroulée le 28 juin dernier. L'association semble se développer au plan européen : des villes d'Italie et d'Angleterre en sont déjà membres et ont été récemment rejointes par des villes de Grèce, d'Espagne et de Norvège. En Dordogne, St Crépin de Richemont vient d'aménager un parcours sur le thème des pierres meulières. Lors de l'assemblée générale, Michel Ozanne indique qu'il a rencontré une personne disposée à donner à Domme de nombreux outils qui servaient à l'extraction et à la taille des pierres meulières à Domme. Ces outils pourraient agrémenter une salle du musée de Domme.

Fait à Domme, le 24 juillet 2014